

Alain Destexhe quitte le MR et crée un nouveau parti de droite

- Coup de tonnerre chez les libéraux : Alain Destexhe claque la porte du MR.
- Il crée une nouvelle formation qui présentera des listes le 26 mai aux niveaux fédéral, régional et européen.

“La Wallonie et Bruxelles sont une exception en Europe. Partout ailleurs, il y a des partis de droite forts. Les Wallons et les Bruxellois ne sont pas fondamentalement de gauche. C’est l’offre politique qui manquait. Il n’y en avait pas non plus pour la N-VA quand ils ont commencé. Ils ont créé cette offre.”

Entretien Frédéric Chardon

Alain Destexhe a longtemps vécu à la marge de sa formation politique, le MR. Il voulait la faire glisser vers la droite, en particulier sur le plan de l’immigration, créer en interne un courant libéral-conservateur. Quelques lignes ont bougé sous son influence, mais ce n’est pas assez. Alain Destexhe l’annonce officiellement : il quitte la maison libérale. Il lance une formation politique qui répond, provisoirement, à son nom : “Listes Destexhe”.

Vous créez votre propre parti. Est-ce par déception de ne pas avoir été choisi comme tête de liste à Bruxelles pour les régionales ?

Non, ce n’est pas comme cela que je vois les choses. Les citoyens wallons et bruxellois ne se reconnaissent plus dans l’offre politique actuelle sur l’immigration, la bonne gouvernance, le nucléaire, les dépenses publiques... J’estime que les prises de position récentes du MR ne permettent plus au courant de centre droit et de droite classique d’être représenté en Belgique francophone. Voilà tout le sens de ma démarche.

Pouvez-vous préciser cette démarche, justement ?

Je présente des listes sous le nom et le logo “Listes Destexhe”, à Bruxelles, en Wallonie et pour les élections européennes. C’est l’objectif. Pourquoi ce nom ? Car nous sommes à un mois du dépôt des listes et le délai est extrêmement court. On n’a pas le temps de se faire connaître d’ici là. Ce nouveau parti n’a pas vocation à conserver le nom de Destexhe après le 26 mai. Absolument pas. Je ne serai peut-être pas le président de cette nouvelle formation, d’ailleurs. Ce parti sera très démocratique.

Combien de personnes sont regroupées autour de vous dans cette initiative ?

Actuellement, c’est un petit nombre de personnes car, par définition, il fallait rester discret. Je lance aujourd’hui un appel à tous les Bruxellois et les Wallons à nous rejoindre. Je pense à ceux qui ne se reconnaissent plus dans le MR mais cet appel s’adresse à toute la population.

Votre décision mûrissait depuis longtemps mais quels ont été les éléments décisifs qui vous ont convaincu de quitter le MR ?

Le point de départ de la véritable rupture avec le MR, c’est l’épisode du pacte de l’Onu sur les migrations. J’ai été le seul parlementaire francophone à l’Assemblée bruxelloise à ne pas voter la résolution appelant à voter ce pacte. Un autre événement a été très important à mes yeux : lorsque la ministre bruxelloise Céline Fremault (CDH) a voulu instaurer des “tests aveugles” pour les propriétaires de biens immobiliers afin de lutter contre la stigmatisation. Des personnes issues des minorités vont vérifier que les propriétaires ne discriminent pas lors du choix de leurs locataires... Moi, je suis pour la liberté contractuelle. On ne lutte pas contre la discrimination par des mesures policières. Cela nous emmène vers une société de délation orwellienne. À nouveau, au Parlement bruxellois, j’ai été le seul francophone à voter contre cette règle. À ma grande surprise, le MR a demandé à ses députés de s’abstenir. J’ai vraiment

eu l’impression, ce jour-là, que Jean Gol s’était retourné dans sa tombe. Ce type de loi est totalement opposé au principe de liberté.

Avez-vous tenté, dans vos démarches, de vous rapprocher du Parti populaire de Mischaël Modrikamen ?

Dans mon chef, il n’en a jamais été question. Il m’a approché, oui. C’est lui qui a pris l’initiative. Nous avons des désaccords sur le projet européen : mon groupe est pro-européen et lui est souverainiste. Sur l’immigration, Modrikamen veut la stopper purement et simplement : c’est irresponsable et irréaliste.

Il faut freiner l’immigration, mais pas la stopper. Et on ne peut pas dire que Modrikamen a réussi à convaincre, ces dernières années... J’appelle les électeurs du Parti populaire à nous rejoindre. Moi, je veux faire un parti de gouvernement, un parti responsable et crédible, sans une once de démagogie.

Le MR a, à plusieurs reprises, adopté un ton plus dur sur la politique migratoire. Cela n'allait pas assez loin ?

Presque toutes nos propositions sont différentes de celles des quatre grands partis francophones. Par exemple, quand je propose de créer des tests d'intégration des immigrés, il s'agit de vérifier vraiment si des problèmes se posent. Je pense par exemple au respect de l'égalité homme-femme chez certains

musulmans. Les candidats bruxellois du MR ne parlent jamais de limiter l'immigration. Ils parlent tous d'intégration. Mais, au stade actuel, cette intégration ne peut plus fonctionner sans un frein à l'immigration. Dans le programme du MR pour ces élections, l'immigration n'arrive qu'en page 189...

Dans votre programme, vous proposez aussi la limitation dans le temps des allocations de chômage...

Oui, comme le font l'Open VLD ou encore la N-VA.

Report de la date de sortie du nucléaire, politique migratoire, socio-économique... Votre nouveau parti est très proche de la N-VA, en fait.

J'assume le fait que nous serons une N-VA francophone, sans le confédéralisme évidemment. J'ai de l'admiration pour la cohérence de la N-VA. Du côté francophone, c'est le louvoiement permanent de tous. En particulier sur le nucléaire. Le MR a été mon parti pendant 23 ans, je le quitte avec regret. Mais je constate qu'il y a des désaccords politiques trop profonds.

“L’islam nous pose un défi considérable”

Dans votre programme, vous parlez de lutter contre l’islamisme. Que voulez-vous dire ?

On se ment en se sentant toujours obligé de dire qu'il y a un problème avec l'islamisme tandis que l'islam serait une grande religion de paix, avec laquelle il n'y aurait pas de problèmes. Non. L'islam, en tant que religion, nous pose un défi considérable parce que la population musulmane va très fortement augmenter en Belgique ces prochaines années. Le défi, c'est que, malheureusement, de plus en plus de musulmans ne vont pas vers un islam des Lumières mais vers un islam fondamentaliste. En France – où l'on ose faire des études quand il y a des problèmes tandis qu'en Belgique, on préfère les cacher –, l'Institut Montaigne montre que 30 % des musulmans vivent selon des valeurs contraires à celles de la République. Si nous n'arrivons pas à avoir des valeurs communes avec nos compatriotes musulmans, notre société va être de plus en plus fragmentée et communautarisée. Pas de faux procès : les musulmans ont toute leur place en Belgique. Ils peuvent parfaitement être démocrates. Mais ils doivent renoncer à une partie de l'héritage classique de l'islam.

“Si nous n’arrivons pas à avoir des valeurs communes avec nos compatriotes musulmans, notre société va être de plus en plus fragmentée et communautarisée.”

Vous étiez le “Monsieur immigration et islam” du MR. Ne craignez-vous pas de devenir l’ennemi public n°1 des partis progressistes ?

J'ai écrit deux livres sur ces questions. En 2009, avec Claude Demelenne, un homme de gauche, nous avons écrit que la Belgique était le pays le plus touché par le terrorisme. C'est écrit noir sur blanc. Je suis désolé de le dire moi-même mais, sur pas mal de sujets, le MR m'a suivi avec quelques années de retard.

Vous dites que votre nouveau parti a vocation à être un parti de gouvernement. Vous vous voyez faire l’appoint pour une nouvelle majorité de type “suédoise” ?

J'avance étape par étape. Voyons d'abord le 26 mai. Mais si nous sommes en capacité de monter au gouvernement, le premier partenaire que nous voulons, c'est un gouvernement économique avec la N-VA, sans le confédéralisme. Or, les autres partis voient plutôt la N-VA comme un repoussoir. Nous assumons, sur le plan économique et sociétal, une certaine proximité idéologique avec la N-VA.

Il n’y a pas de parti de droite décomplexée fort en Wallonie et à Bruxelles. Comment l’expliquer ?

La Wallonie et Bruxelles sont une exception en Europe. Partout ailleurs, il y a des partis de droite forts. Les Wallons et les Bruxellois ne sont pas fondamentalement de gauche. C'est l'offre politique qui manquait. Il n'y en avait pas non plus pour la N-VA quand ils ont commencé. Ils ont créé cette offre.